

# GE\_GERICHTE P/6342/2023 vom 13. November 2023

GE Cour de justice, 2023-11-13, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_P\\_6342\\_2023](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_P_6342_2023)

FR: GE\_GERICHTE P/6342/2023 du 13 novembre 2023

IT: GE\_GERICHTE P/6342/2023 del 13 novembre 2023

## Regeste

SCELLÉS;DEVOIR DE COLLABORER;CONSULTATION DU DOSSIER;SECRET D'AFFAIRES;SPHÈRE PRIVÉE | CPP.102; CPP.108

## Erwägungen

### E. 1

La Chambre de céans peut décider d'emblée de traiter sans échange d'écritures ni débats les actes manifestement irrecevables et/ou mal fondés (art. 390 al. 2 et 5 a contrario CPP).

!endif]>![if> Tel est le cas en l'occurrence, au vu des considérations qui suivent.

### E. 2.1

Le recours a été interjeté selon la forme et dans le délai prescrits (art. 385 al. 1 et 396 al. 1 CPP) par la société contre laquelle la procédure est, entre autres, dirigée (art. 112 cum 104 al. 1 let. a CPP). !endif]>![if>

### E. 2.2

Il concerne une décision de refus de restreindre le droit d'accès de l'intimée au dossier, sujette à contestation auprès de la Chambre de céans (art. 393 al. 1 let. a CPP; ACPR/442/2023 du 12 juin 2023, consid. 1; ACPR/515/2022 du 2 août 2022, consid. 1). Cette ordonnance ne traitant, ni de la qualité de partie plaignante de la banque, ni du principe même de son droit d'accès en vertu de l'art. 101 CPP, les griefs y relatifs sont irrecevables. Il en va de même de la conclusion tendant à ce qu'il soit fait interdiction à l'intimée de développer une activité concurrente, laquelle échappe, du reste, à la compétence des autorités pénales.

### E. 2.3

Reste à déterminer si la prévenue dispose de la qualité pour recourir en lien avec les autres aspects développés dans son acte.

### E. 2.3.1

La partie qui querelle un prononcé doit avoir un intérêt juridique, actuel et pratique à son annulation (art. 382 al. 1 CPP; ATF 144 IV 81 consid. 2.3.1; arrêt du Tribunal fédéral 6B\_249/2023 du 1er mai 2013 consid. 1). Dit intérêt doit exister tant au moment du dépôt du recours qu'à celui où l'arrêt est rendu (ATF 144 IV 81 consid. 2.3.1; arrêt du Tribunal fédéral 1B\_644/2022 du 12 mai 2023 consid. 1.1); à défaut, l'acte est déclaré, dans la première hypothèse, irrecevable et, dans la seconde, sans objet (ATF 142 I 135 consid. 1.3.1; arrêt du Tribunal fédéral 1B\_644/2022 précité).

### E. 2.3.2

En l'espèce, l'intimée a obtenu une copie des documents litigieux avant le dépôt du recours. La conclusion visant à ce que l'accès à ceux-là lui soit refusé est donc irrecevable, faute d'intérêt actuel. Les autres requêtes de la prévenue conservent, en revanche, un objet. En effet, si les conditions d'une restriction audit accès s'avéraient réalisées, la banque pourrait être tenue de restituer les pièces litigieuses au Procureur, le cas échéant temporairement pour permettre de caviarder les données privées/secrètes qui y figureraient – avec pour corollaire que ces données, même si elles ont déjà été divulguées, ne pourraient plus être utilisées dans le cadre de la présente procédure, ni être, éventuellement, diffusées auprès de tiers ( cf. en ce sens ACPR/395/2021 du 11 juin 2021, consid. 1.3) –.

#### **E. 2.4**

À cette aune, le recours est partiellement recevable.

#### **E. 3.1**

La Chambre de céans revoit librement les points de la décision attaqués devant elle (art. 385 al. 1 let. a CPP), les autres aspects, non remis en cause, demeurant tels que fixés par le premier juge ( ACPR/881/2022 du 19 décembre 2022, consid. 2.1; A. KUHN/ Y. JEANNERET/ C. PERRIER DEPEURSINGE (éds), Commentaire romand : Code de procédure pénale suisse , 2 ème éd., Bâle 2019, n. 9 ad art. 385).

#### **E. 3.2**

In casu , la recourante ne critique point, dans son acte, le refus du Ministère public d'obliger l'intimée à garder le secret sur les pièces litigieuses (art. 73 al. 2 CPP). Il ne sera donc pas revenu sur cet aspect.

#### **E. 4**

La recourante sollicite que l'accès de l'intimée auxdites pièces soit restreint " en bloc ", subsidiairement que cet accès soit aménagé de façon à empêcher tout abus, le temps, pour le Procureur, de procéder à un tri.

#### **E. 4.1**

La demande de mise sous scellés a pour but d'éviter que le ministère public ne prenne connaissance et n'exploite – en les versant à la procédure – des documents obtenus lors d'une perquisition ou d'un séquestre (A. V. JULEN BERTHOD et G. MÉGEVAND, La procédure de mise sous scellés , in RPS 134/2016 p. 218 et ss., pp. 218-219). En l'absence d'une telle demande, le procureur est tenu, en vertu de l'art. 100 al. 1 let. b CPP, d'intégrer ces documents au dossier, le cas échéant après avoir vérifié leur potentielle utilité pour la poursuite pénale ( cf. art 264 al. 1 CPP; cf. également M. NIGGLI/ M. HEER/ H. WIPRÄCHTIGER (éds), Basler Kommentar StPO/JStPO , 3 ème éd., Bâle 2023, n. 6 ad art. 108; Y. JEANNERET/ A. KUHN/ C. PERRIER DEPEURSINGE (éds), op.cit. , n. 6 ad art. 108).

#### **E. 4.2**

La partie plaignante a le droit de prendre connaissance de la procédure et d'en lever copies (arrêt du Tribunal fédéral 1B\_601/2021 du 6 septembre 2022 consid. 3.2). Le ministère public statue sur les requêtes de consultation du dossier; il prend, au besoin, les mesures nécessaires pour préserver les intérêts légitimes au maintien du secret et pour empêcher les abus (art. 102 al. 1 CPP).

#### **E. 4.3**

Le prévenu peut, en tout temps ( ACPR/442/2023 précité, consid. 3.5 in limine ), requérir du procureur qu'il restreigne le droit d'accès de la partie plaignante à la procédure (arrêt du Tribunal fédéral 1B\_48/2021 du 23 juin 2021 consid. 3.2 in fine ).

#### **E. 4.3.1**

Selon l'art. 108 al. 1 let. b CPP, une telle restriction peut être envisagée pour préserver des intérêts privés, tels que le maintien de secrets (d'affaires, bancaire, etc.) ou la protection de la sphère individuelle (M. NIGGLI/ M. HEER/ H. WIPRÄCHTIGER (éds), op. cit. , n. 6 ad art. 108; Y. JEANNERET/ A. KUHN/ C. PERRIER DEPEURSINGE (éds), op. cit. , n. 6 ad art. 108). L'invocation toute générale d'intérêts de ce type ne suffit pas (arrêt du Tribunal fédéral 1B\_601/2021 précité, consid. 3.3 in fine ). Le requérant doit rendre vraisemblable l'existence d'un danger concret ( ACPR/442/2023 précité, consid. 3.2 in fine ; cf. également arrêt du Tribunal fédéral 1B\_426/2022 du 29 novembre 2022 consid. 1.2, rendu en matière de mesures de surveillance secrète) et désigner les pièces qui revêtent, d'après lui, un caractère privé/confidentiel (arrêt du Tribunal fédéral 1B\_426/2022 du 29 précité).

#### **E. 4.3.2**

À teneur de l'art. 108 al. 1 let. a CPP, une limitation peut également se justifier lorsqu'il y a de bonnes raisons de soupçonner qu'une partie abuse de ses droits. Ainsi en va-t-il lorsqu'elle fait usage desdits droits à des fins étrangères à celles pour lesquelles ils sont prévus, par exemple parce qu'elle utilise les informations obtenues pour les communiquer à des personnes impliquées dans des procédures pénales ou civiles parallèles ( ACPR/442/2023 précité, consid. 3.4). Cette restriction n'est admissible que si un abus a été constaté ( ACPR/442/2023 précité, ibidem ) ou que des éléments concrets permettent d'en soupçonner l'existence (arrêt du Tribunal fédéral 1B\_601/2021 précité, consid. 3.3 in fine ).

#### **E. 4.4**

En l'espèce, le Ministère public a saisi, parmi les documents découverts dans les locaux de la recourante, trente-quatre dossiers, sélectionnés en fonction des noms qu'ils comportaient. À cette suite, la prévenue n'a pas réagi, que ce soit en demandant la mise sous scellés desdits dossiers ou en recourant contre l'ordonnance de séquestre. Par conséquent, le Procureur a versé ces documents à la procédure (art. 100 al. 1 let. b CPP). La recourante estime que ce magistrat aurait dû, avant de les y intégrer, effectuer, d'office, un tri complémentaire afin de protéger ses droits. Il lui appartenait toutefois, si elle estimait nécessaire l'exécution d'un tel tri, de se manifester auprès du Ministère public immédiatement après le séquestre, puisque, par définition, elle connaissait la teneur des 6'000 pages concernées mieux que lui. Elle est donc forclosée à se plaindre, aujourd'hui, de l'absence d'un examen préalable ( cf. pour un cas similaire ACPR/515/2022 précité, consid. 3). Une fois les trente-quatre dossiers incorporés à la procédure, l'intimée a demandé à pouvoir les consulter. La recourante s'y est opposée (par le biais de l'un de ses administrateurs, puis personnellement) : le droit de la banque d'accéder à ces documents devait, selon elle, être suspendu, le temps, pour le Procureur, d'individualiser les données privées/secrètes, non communicables, qu'ils contenaient (art. 108 CPP). Le Ministère public a remis à l'intimée une copie intégrale de la procédure, sans avoir procédé à la sélection réclamée. La prévenue reproche au Procureur cette omission. Elle perd cependant de vue qu'il incombe à toute partie requérant une restriction du droit d'accès, au sens de l'art. 108 CPP, de désigner, de façon précise et complète, les pièces qu'elle entend voir soustraites à la connaissance de tiers. Elle ne saurait donc se plaindre de l'inexécution, par le Ministère

public, d'une analyse qu'il lui incombait (aussi) d'effectuer, et à laquelle elle ne s'est, avant le prononcé de la décision déferée, quasiment pas livrée.

#### **E. 4.5**

L'objet du litige – soumis au Procureur, puis à la Chambre de céans – porte sur la restriction intégrale du droit d'accès de l'intimée aux trente-quatre dossiers saisis.

##### **E. 4.5.1**

) et, pour les autres, pas en état d'être jugées ( cf. consid.

##### **E. 4.5.2**

). Il n'y a donc pas lieu de restreindre " en bloc " le droit d'accès de l'intimée aux trente-quatre dossiers saisis, non plus que d'aménager les modalités d'un tel accès.

##### **E. 4.5.3**

À cette aune, les conditions d'application de l'art. 108 CPP ne sont, pour certains des documents déjà remis à la banque, pas réalisées ( cf. consid.

#### **E. 4.6**

Infondé, le recours doit être rejeté, dans la mesure de sa recevabilité.

#### **E. 5**

La recourante succombe (art. 428 al. 1, 1 ère et 2 ème phrases, CPP). Elle supportera, en conséquence, les frais envers l'État, fixés en totalité à CHF 2'000.- (art. 3 cum 13 al. 1 du Règlement fixant le tarif des frais en matière pénale, RTFMP; E 4 10.03). \* \* \* \* \*

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.